

Leo Mayer, Fred Schmid, Conrad Schuhler

Comment la mondialisation mène à la crise économique mondiale

Crises économiques dans le contexte
de la mondialisation et de la théorie
de l'offre néo-libérale

Impressum

isw-information – Januar 2003

Herausgeber: isw – institut für sozial-ökologische wirtschaftsforschung e.V.
80630 München, Johann-von-Werth-Str. 3, fon: 089/130041, fax: 089/168 94 15, email:
isw_muenchen@t-online.de, www.isw-muenchen.de
Konto: Sparda-Bank München, Konto-Nr. 98 34 20 (BLZ 700905 00)

Verantwortlich im Sinne des Presserechts: Fred Schmid, c/o isw e.V.
Eigendruck im Selbstverlag

Encore au début du millénaire les scientifiques, les propagandistes et les politiciens du capitalisme déclaraient triomphalement que c'en était fini, une fois pour toutes, du cycle conjoncture favorable – crise de l'économie capitaliste. La courbe de croissance des années 90 continuerait sa progression sans interruption; les technologies de pointe (high tech.), la Nouvelle Economie (new economy), la production mondiale et les marchés financiers pourvoiraient à une croissance continue et rapide. Puis ce fut le krach des bourses, la Nouvelle Economie et l'économie traditionnelle plongèrent dans la crise, la révision à la baisse des résultats (profit warning), les falsifications de bilan, les faillites étaient et sont toujours à l'ordre du jour. Déjà en 2001, les puissances principales de la triade – Etats Unis, Allemagne et Japon – s'étaient enfoncées dans une récession et, avec elles, l'économie mondiale qu'elles dominent. L'espoir d'une volte-face rapide s'est brisé depuis longtemps, tout le monde le sait : l'économie mondiale est menacée par une stagnation continue pour une période plutôt longue, quand ce n'est pas par une déflation et dépression. Le capitalisme mondial, avec ses caractéristiques criminelles, n'a pas seulement déclenché un choc culturel, comme le New York Times et le Süddeutsche Zeitung l'ont formulé, mais il se révèle aussi, dans la durée, d'une faible rentabilité sur le plan économique, et s'avère être un système de crise. La mondialisation néo-libérale a encore considérablement accentué ce caractère de crise du capitalisme, lequel est dû à sa structure fondamentale.

1

Le cycle capitaliste de - conjoncture favorable - crise - n'a pas été supprimé par les technologies de pointe (high tech) et la Nouvelle Economie (new economy), mais, au contraire, il est devenu encore plus accentué et plus dangereux.

La concurrence capitaliste et son principe inhérent du profit maximal – car seulement celui avec les profits plus élevés est en mesure de s'imposer à la concurrence – mènent toujours les capitalistes à la suraccumulation, à la constitution de surcapacités en proportion à la demande en termes de pouvoir d'achat. Car, tandis que les entreprises capitalistes veulent maximiser leur production, elles poussent à la réduction de leurs coûts, et surtout des coûts de main d'uvre qui, cependant, représentent, sur le marché, la dimension cruciale de la demande. Les phénomènes de dévalorisation, causée par la baisse des profits (suraccumulation de capital) d'une part, par une demande faible (sous-consommation) d'autre part, sont donc les deux faces de la même médaille, comme Karl Marx les a déjà décrites dans le «Capital»: «La cause ultime de toutes les grandes crises est et reste toujours la pauvreté et les limites posées à la consommation des masses face à la tendance inhérente à la production capitaliste de développer les forces productives comme si la capacité absolue de consommation de la société constituait sa seule limite. Avec la constitution de surcapacités, le cycle de la conjoncture économique se développe avec les phases suivantes: expansion ou phase de développement, boom ou conjoncture haute, crise ou déclin de la conjoncture, récession et, éventuellement, dépression.

Avec l'importance croissante des technologies de pointe (high tech.) et de la Nouvelle Economie (new economy), ce cycle s'intensifie encore. Les technologies de l'information mènent à un processus de fabrication si flexible que la production suit la demande du

marché sans qu'il soit nécessaire de disposer de grande capacité de stockage ou de main d'œuvre disponible, chaque changement au niveau du marché se répercutant ainsi immédiatement sur la production. A la productivité du travail qui augmente rapidement s'ajoute une productivité croissante du capital, c'est-à-dire, avec chaque unité de capital d'investissement, il est possible de produire une quantité plus grande de produits. La conséquence en est une demande relativement plus faible aussi bien en termes de main-d'œuvre que de biens d'investissement, donc un recul relatif de la demande concernant toute la société. Avec les technologies de pointe et la Nouvelle Economie, la disproportion entre le potentiel d'accumulation et la demande de la société s'est aggravée jusqu'au point où, même dans les périodes de croissance économique, le niveau d'activité peut diminuer, ce qui a mené au phénomène de la «jobless growth», de la croissance sans emploi.

2.

Cette contradiction entre les capacités de production et le pouvoir d'achat s'est accentuée de manière considérable dans le contexte d'une orientation axée sur le marché mondial et de la constitution des groupements industriels transnationaux. Dans la «course des meilleurs» pour obtenir des parts sur le marché mondial, chacune des entités constituantes est désormais considérée et valorisée comme «lieu d'implantation national» dans le sens des groupements industriels transnationaux, c'est-à-dire les revenus de la masse salariale sont diminués, les prestations sociales et les dépenses pour des services publics de base sont réduites. Etant donné que le marché mondial se compose des différents marchés nationaux, la demande globale baisse ainsi en proportion par rapport à la capacité de production.

Selon les théories propagées par des économistes néo-libéraux attachés à une «perspective à ras de terre» de leur économie nationale, une optimisation des conditions de l'offre est la clé d'une croissance dynamique de l'économie. Dans leur logique, ce n'est pas la demande économique globale ou bien le pouvoir d'achat des masses qui représentent la catégorie centrale mais l'amélioration des conditions de l'offre, à travers les réductions de coûts, les baisses d'impôts et la déréglementation,. De cette manière, la compétitivité internationale, la position sur le marché mondial, doivent être améliorées. Les conséquences en seraient des profits plus élevés qui, à leur tour, déboucheraient sur plus d'investissements, plus de croissance et plus de postes de travail.

Le «marché mondial» représente, pour les néo-libéraux, quelque chose comme «la Terre promise», la terre des possibilités (de vente) en apparence illimitées, vers laquelle on peut exporter les excédents de production nationaux. Etant donné que tous les états industriels cherchent leur salut sur le marché mondial, c'est-à-dire sur les marchés nationaux additionnés de tous les pays restants, il devient de plus en plus étroit sur celui-ci, c'est à dire les luttes pour la conquête et la maîtrise des marchés deviennent de plus en plus acharnées. D'autant plus que, dans la «course des meilleurs» pour des parts du marché mondial, les salaires, les prestations sociales et les dépenses pour les services publics de base, dans les pays industrialisés, ont été radicalement réduits. La menace ou bien la concrétisation des opérations de délocalisation de la production et du développement à l'étranger rend plus difficile la lutte des syndicats pour la défense des salaires. Dans la plupart des pays industrialisés, à partir des années 1970's et dans les décennies suivantes, les gains de productivité n'ont plus été répercutés proportionnellement sur les salariés, contrairement à la période antérieure. Ainsi, aux Etats Unis et en Allemagne par exemple, les salaires réels restent au niveau de 1980. Le pouvoir d'achat des masses et donc le potentiel du «marché mondial» n'ont augmenté que de manière insignifiante. En lieu et place de la revitalisation annoncée de l'économie capitaliste et d'une nouvelle dynamique de croissance, les taux de croissance ont diminué, les tendances à la stagnation se sont renforcées dans les années 90.

La disproportion entre l'offre et la demande a été surtout renforcée par les groupements industriels transnationaux. Ceux-ci ont augmenté leurs capacités de production largement au dessus de la moyenne en comparaison avec la croissance de l'économie mondiale – entre autres par absorptions et fusions. Ils ont été les premiers à investir dans les secteurs IT et électronique dans le but d'augmenter la productivité. Par ailleurs, ils étaient en mesure de profiter des avantages de coûts sur une échelle mondiale et de réduire radicalement la part des coûts de main d'œuvre dans leurs chiffres d'affaire – moyennant la constitution de chaînes mondiales de valeur ajoutée nette (choix de l'implantation la plus économique,

dumping des frais au niveau mondial), le recours au «global sourcing» (lié à une pression massive sur les fournisseurs) et la mise en place de nouvelles méthodes d'organisation (lean production, système Toyota, "atmende Fabrik" = production flexible, adaptée à la demande).

De manière générale, l'écart entre la capacité de production et la demande solvable s'est en conséquence creusé davantage. Toutefois, ce sont justement les groupements industriels transnationaux qui ont atteint une élasticité de production telle qu'elle leur a permis d'abaisser plus encore le «break-even-point»; de cette manière ils atteignent déjà ainsi le point d'équilibre avec un taux d'exploitation des capacités de production de 70 % et moins. A l'inverse, ils sont capables de répondre à une demande supplémentaire sans embauche importante de main-d'œuvre, un facteur qui, en phase d'expansion, a conduit au phénomène du «jobless growth», (croissance sans embauche supplémentaire de main-d'œuvre) et qui contribue à l'augmentation du niveau du chômage de base.

Mais il y avaient aussi, au cours des dernières décennies du siècle passé et en parallèle à cette évolution, des **tendances opposées**:

■ Avec l'implosion du "réal-socialisme" en Europe de l'Est, de nouveaux domaines d'expansion se sont ouverts aux capitaux des métropoles occidentales. La «politique d'ouverture» des républiques populaires de la Chine et du Vietnam, ainsi que la pénétration du capital transnational dans les marchés, jusque là fermés, comme par exemple l'Inde, allaient dans le même sens. Ceci a créé, plus particulièrement pour les groupes industriels transnationaux, des débouchés supplémentaires pour leurs marchandises et, sous forme d'investissements directs, de nouvelles possibilités de placer leur capital excédentaire. Rosa Luxemburg avait déjà fait observer cette tendance impérialiste du capital : «Pour utiliser de manière productive les plus-values réalisées, il est nécessaire que le capital dispose progressivement et toujours plus d'accès au globe terrestre tout entier, pour avoir un choix illimité dans ses moyens de production, au niveau quantitatif et qualitatif.»

■ D'autres domaines d'expansion se sont ouverts avec la privatisation forcée d'entreprises et de secteurs nationaux dans tous les pays industrialisés et dans les pays nouvellement développés au cours des années 90, ainsi qu'en «milieu hétérogène».

■ Aux Etats Unis, le boom de la décennie passée a été soutenu au fil du temps par une force et une soif de consommation sans freins des citoyens des Etats Unis, qui, quoique à un niveau élevé, augmentaient toujours. Les salaires horaires réels ont certes été abaissés par des diminutions des salaires de base et des conditions d'emploi de plus en plus précaires, mais les salariés compensaient la perte de pouvoir d'achat par des heures supplémentaires et/ou par l'exercice de deux ou trois emplois.

Toutefois, le vrai moteur de la force de consommation est la propension des ménages américains à s'endetter sans mesure, ce qui a entraîné le niveau le plus élevé d'endettement par habitant dans l'histoire et le niveau le plus bas du taux d'épargne.

La période d'essor (boom), initiée et alimentée par ce phénomène, a mené, à son tour, au fait que les Etats Unis, avec leur potentiel économique énorme – plus de 30 % du rendement de l'économie mondiale – ont fonctionné comme la locomotive de l'économie mondiale, entraînant les autres régions du monde, au travers des importations de marchandises et de capital, ce qui, toutefois, eut pour conséquence les déficits exorbitants de la balance des paiements des Etats Unis. Cette période d'essor aux Etats Unis, était ainsi «un boom à crédit» à double sens: à travers les crédits à la consommation et les crédits hypothécaires des consommateurs aux Etats-Unis et les concessions de crédit de l'étranger.

La hausse des actions et des bourses, à partir de la moitié des années 90 est à l'origine du décollage du deuxième étage de la fusée de la conjoncture aux Etats-Unis. Les brillantes perspectives de bénéfices des multinationales américaines eurent pour effet l'augmentation des placements en actions des investisseurs aux Etats-Unis et à l'étranger. A cela s'ajouta une poussée de capitalisation à travers l'assurance vieillesse privée, ce qui a entraîné le développement des fonds de pension, qui, de leur côté et dans une large mesure, plaçaient l'argent en actions.

Les bourses se sont enflammées plus encore quand, à la suite des crises financières dans les pays nouvellement développés – Asie du sud-est, Russie, Brésil – les investisseurs institutionnels et les groupements financiers ont retiré leur argent de ces pays et l'ont transféré aux bourses des métropoles. La conjoncture y battait toujours son plein.

Dans les ménages privés, l'intoxication boursière généralisée mena ceux-ci à favoriser le placement de leur épargne en actions et en certificats d'investissement ou même à acheter des actions à crédit et à se croire ainsi devenir riches avec la hausse des cours. Cela a eu pour conséquence le soi-disant "effet de fortune": les recherches et les calculs effectués ont

montré que des investisseurs privés, pour une augmentation des cours d'un dollar, dépendent de quatre à cinq cents de plus pour la consommation. Aux Etats-Unis où, justement plus de la moitié des ménages possède des actions, cela a renforcé la frénésie de consommation. La hausse de la bourse a ainsi donné un élan supplémentaire à l'économie réelle.

3.

La privatisation d'entreprises étatiques et des systèmes de sécurité sociale a ouvert des domaines supplémentaires de valorisation au capital transnational. Mais elle a également conduit à la suraccumulation et à la crise actuelle dans le secteur IT.

La vague de privatisations déclenchée dans les années 80 par les gouvernements néolibéraux, atteignit son point culminant dans la décennie passée. La vente totale ou la vente partielle de groupes de télécommunication, d'entreprises de transport (chemins de fer, transports régionaux et de proximité, lignes aériennes), d'entreprises d'utilité publique (électricité, gaz, eau, traitement des eaux usées), de la poste et d'autres institutions d'infrastructure et de logistique, de banques et d'assurances a fourni de nouveaux secteurs de valorisation au capital national et aux groupes industriels transnationaux et des possibilités supplémentaires de placements et de spéculation pour les investisseurs financiers. L'UNCTAD, dans son report 2000 sur l'investissement mondial, désignait les tendances de privatisation, dans tous les pays industriels et les pays nouvellement développés, comme la cause principale de l'accroissement des investissements directs, surtout sous forme de fusions et d'acquisitions transnationales (fusion & acquisitions).

C'est surtout dans le secteur des technologies de l'information (IT) que les privatisations et dérégulations ont joué un rôle crucial dans la suraccumulation et les surcapacités. On se rappelle la frénésie d'investissements et d'acquisitions dans le secteur des Télécoms, les excès fous lors des ventes aux enchères dans le secteur UMTS, le délire de la Nouvelle Economie, qui provenait des possibilités apparemment infinies de combinaisons de télécom et d'Internet.

Poussés par la concurrence et la perspective de taux de capitalisation incroyables pour les leaders du marché, les groupes industriels ont investi presque sans limites dans le télécom, la téléphonie mobile et Internet, ce qui, à son tour, a accéléré la spirale de l'innovation. Propulsées par l'euphorie des IT (technologies de l'information) et par des acquisitions pesant plusieurs milliards, les valeurs en bourse augmentèrent de façon vertigineuse. Les flots d'argent, que la cupidité boursière injectait dans ces branches, semblait ne jamais tarir. Le potentiel du marché semblait infini, les consommateurs prêts à se laisser séduire par chaque nouveauté et à acheter. Dans les années passées, la branche de l'IT a cru, en moyenne, quatre fois plus vite que l'économie politique toute entière.

Le délire des IT (technologies de l'information) et de la Nouvelle Economie a duré environ trois ans, puis ce fut la fin de la fête des «années de fondation». La vieille économie capitaliste de crise s'imposa à nouveau. Une forte crise de suraccumulation était imminente. Elle toucha d'abord les «start ups» de la Nouvelle Economie, qui s'écroulèrent en grand nombre. Même les grands de la branche de Télécoms ne furent pas non plus épargnés. Dans la course et les luttes de concurrence pour la prédominance au niveau de la branche et pour le contrôle du marché, ils avaient investi trop de capital, créé des surcapacités à grande échelle, lesquelles, en outre, dans la phase finale d'exaltation du télécom et d'Internet et des débauches d'acquisitions en découlant, étaient financées par des crédits et par des apports extérieurs. Les visions liées aux UMTS se sont révélées, jusqu'à présent, être de la science fiction, les nouveaux services et applications ne pouvaient pas être développés assez vite. Les consommateurs ne se montraient pas malléables au point d'accepter n'importe quelle proposition et refusaient, au moins partiellement, de suivre. D'autres n'en n'avaient pas les moyens. Les conséquences en ont été des allocations déficitaires en masse. La chute des cours boursiers a encore réduit les possibilités de financement. Les serveurs de réseau se retrouvaient, d'un coup, sur une montagne de dettes. Leur malheur se répercuta sur la branche entière. Les exploitants réduisaient leurs investissements, ce qui, à son tour, amena la crise chez les entreprises d'équipement, tel que Ericsson, Siemens, Alcatel, Lucent, Nokia et d'autres. La branche entière fit une chute à vitesse vertigineuse directement du boom dans la crise. Le Financial Times publia, sur l'Internet, un «Télécoms job cuts watch», où il établit, à partir du début de 2001, une liste des emplois supprimés dans les différents groupes industriels. Etat actuel du 14 mai 2002: 539.429 postes de travail anéantis dans la branche du télécom. Depuis s'y sont ajoutés encore d'autres dizaines de milliers.

Le télécom n'est pas le seul secteur dans lequel les dérégulations et privatisations ont contribué à la frénésie d'investissements sans limites et à la suraccumulation qui va de pair. Une situation semblable se dessine dans les secteurs de l'énergie et dans les sociétés de distribution, comme le montrent la «méga insolvabilité» d'Enron et Vivendi. De même, l'approvisionnement en énergie (électricité, gaz) et en eau (eau potable et eaux usées) ont fait l'objet d'une déréglementation et ont livrés aux capitaux privés dans presque tous les pays industrialisés.

En raison de cette intégration dans l'économie de profit capitaliste privée, il manque en plus le moment stabilisant d'un secteur d'infrastructure nationale, qui autrefois stabilisait les crises, et qui pourrait être un point de départ pour des programmes nationaux de conjoncture et d'emploi.

4.

L'effondrement du système Bretton Woods, au milieu des années 70, a mis fin au système des cours de change fixes et conduit dans la foulée à des monnaies fluctuantes (volatiles). Couplée à la dérégulation et la libéralisation des marchés financiers, cette évolution a ouvert de nouvelles dimensions à la spéculation financière. La mondialisation des marchés financiers et de la spéculation devenait réalité.

Ceci a eu pour effet que depuis les intérêts réels se trouvent, de façon durable, au-dessus du taux de croissance du produit intérieur brut des pays industriels et des pays nouvellement développés. Une des conséquences en sont les crises financières dans les pays nouvellement développés. Puisque les débiteurs ne peuvent pas payer les intérêts de leur dette à partir de la croissance réelle mais qu'ils sont forcés de les payer de leur substance, la part des revenus et des biens, qui est à disposition pour la demande effective de biens d'investissement ou de consommation, se réduit.

La spéculation financière existe depuis toujours, ce qui est nouveau, c'est sa dimension et son fonctionnement à l'échelle mondiale. La condition en était le passage à des taux de change variables, à la libéralisation et la dérégulation des marchés financiers et la création d'instruments financiers innovateurs (p. e. les dérivés).

Mais d'où proviennent ces énormes masses d'argent en augmentation constante? Ils sont le résultat d'une redistribution massive des revenus en faveur des revenus de profit et de biens dans le cadre de la politique de l'offre néolibérale. Les profits croissants ne trouvent que des possibilités d'investissement de plus en plus réduites en raison de la faiblesse structurelle de la demande (baisse continue du pouvoir d'achat des masses) dans la sphère réelle de l'économie. La suraccumulation du capital monétaire provoque une disjonction relative de la sphère des finances du développement économique réel. Le capital monétaire en excédent est la base de la spéculation financière débordante, qui se manifeste le plus nettement dans la spéculation monétaire et d'actions. L'inflation des titres financiers, les flux financiers phénoménaux qui, chaque jour, sont transférés autour du globe, les effets de levier des fonds Hedge, sont une manifestation de cette spéculation. Elle gonfle les valeurs boursières, les amenant à l'état de bulles largement sans substance («bubbles») et est à même de pousser des monnaies entières dans le gouffre.

«Si les intérêts réels se trouvent, en moyenne, au dessus du taux de croissance du produit intérieur brut et, de même, au dessus du taux de profit sur le capital investi dans l'industrie ou bien dans le secteur des services, cela signifie que les débiteurs sont de moins en moins en mesure de payer leurs dettes sur ces bases, car le taux d'intérêt est plus élevé que la croissance du produit intérieur brut et, probablement, en moyenne, aussi plus haut que le taux de profit. Si les intérêts ne peuvent plus être financés par une réelle croissance, cela ne se peut plus se faire qu'à partir de la substance. A un moment ou à un autre, on arrive en bout de course et la crise financière éclate alors. Si les flots d'argent coulent toujours unilatéralement des débiteurs vers les créditeurs, c'est-à-dire vers les possesseurs de biens financiers, cela signifie aussi que l'inégalité dans le monde doit augmenter. Si les uns, à travers le service de la dette, payent tout le temps les autres, cela signifie que les uns deviennent de plus en plus riches et les autres de plus en plus pauvres.» (Elmar Altvater, isw-report 52, S. 6)

Le résultat en est qu'on ne produit pas de nouvelles valeurs, mais qu'il y a une redistribution des valeurs mobilières en faveur des grands investisseurs financiers et propriétaires de capital financier à travers les intérêts et les bénéfices spéculatifs de la spéculation en actions

et en devises. L'acteur principal sur les marchés financiers et sur le champ de la spéculation est le capital financier international représenté par les banques d'affaires et d'investissement internationales ainsi que les investisseurs institutionnels: les fonds d'investissement et de pensions et les assurances.

La spéculation internationale à grande échelle associée à la mise en réseau des marchés financiers accroît le potentiel du risque des marchés financiers, leur instabilité interne augmente. Si les bulles spéculatives éclatent, si les chaînes de crédit se cassent, il en résulte aussi des risques et des secousses pour l'économie réelle. Cela se produisit au Japon, quand, en 1989/89, la bulle des actions et des biens immobiliers éclata, les banques supportant depuis une montagne de crédits douteux.

Le capital porteur d'intérêts et spéculatif s'est certes relativement émancipé mais il n'est pas complètement détaché de la sphère réelle. Il domine cette sphère et s'impose de plus en plus: Cela apparaît dans le pouvoir des investisseurs institutionnels vis-à-vis des groupes industriels de l'économie réelle et dans les diktats de l'orientation du «shareholder-value». Cela devient évident dans l'imposition de rendements financiers du capital international vis-à-vis des pays nouvellement développés, mais aussi dans la politique financière et budgétaire de pays industriels, qui, de plus en plus, sont exposés au «verdict des marchés».

La mobilité et la réactivité des investisseurs internationaux ont augmenté énormément à la suite de la dérégulation des marchés financiers et en relation avec les nouvelles techniques de communication. Des institutions financières internationales et des investisseurs institutionnels peuvent spéculer ainsi tout autour du monde et «around the clock» (vingt-quatre heures sur vingt-quatre). Cela peut mener, à l'occasion d'une détérioration des relations commerciales ou bien de la situation économique d'un pays, à un retrait de capitaux en proportions énormes, ce qui complique la planification d'investissements et de financement des groupes industriels et d'états et comporte le risque de goulots d'étranglement financiers et de liquidités. Moyennant la spéculation monétaire et de devises et de monnaies, le capital financier international avait, dans les économies tigres et les pays au seuil de l'industrialisation de l'Amérique latine, l'effet de déclencheur de crise. En outre, les causes des crises financières et monétaires reposent toujours dans les «fundamentals», les soi-disant données fondamentales économiques de groupes industriels et d'économies nationales. Les mouvements des marchés financiers, que viennent renforcer la spéculation financière, ont un effet de levier sur ces déséquilibres et tendances et en renforcent les fluctuations. Volatilité élevée (intensité des fluctuations des cours de change dans le temps), des «overshootings» (surenchères spéculatives), causées par les masses financières des fonds et des grands spéculateurs («trendsetters») en sont les conséquences. Dans ces conditions, la spéculation financière et l'endettement mondial sont des facteurs supplémentaires de crise mondiale.

5.

Une partie croissante de l'économie globale, mais aussi du comportement économique des ménages privées, dépend aujourd'hui des fluctuations des bourses. Ce phénomène renforce les cycles, dans les périodes d'essor ainsi que dans la crise.

Les groupes industriels transnationaux se financent aujourd'hui, dans une large mesure, en ayant recours aux marchés financiers, surtout par les émissions d'actions. Au cours de la «fusionite» des années passées, les actions étaient devenues une «monnaie d'acquisition», les fusions et les acquisitions (takeover) étaient financées par des échanges d'actions. Ceci poussa le cours d'actions vers le haut, fit monter la fièvre dans les bourses. Avec la chute des bourses, ces sources de financement se sont tariées dans une large mesure. Les groupes industriels transnationaux ont dû se tourner vers un financement à base d'emprunts d'entreprise, à la suite de quoi leur endettement augmenta à la verticale. Les entreprises du secteur du télécom en Europe étaient, mi-2002, endettées de 400 milliards d'Euros et elles sont maintenant contraintes de faire marche arrière dans leurs planifications d'investissement. Ils réduisent les coûts, en premier lieu, par des réductions d'emplois.

A cause de la dégradation et la perte de substance de l'assurance-vieillesse légale, les ménages privés étaient forcés de prendre leurs précautions pour une prévoyance-vieillesse supplémentaire couverte par le capital: sous forme d'assurances-vie, de rentes d'entreprises et de fonds de pensions (surtout dans les pays anglo-saxons). Au cours de la période de boom, les assurances-vie, les fonds et les caisses de rentes d'entreprises ont, de plus en plus, investi leurs surplus de primes en Bourse. Le législateur avait relevé, à plusieurs reprises, les plafonds pour la couverture en actions des assurances-vie et des fonds de

pensions d'entreprises. Maintenant, en phase de baisse, les assurances-vie elles-mêmes sont en danger de mort : des déficits budgétaires béants se chiffrant en milliards apparaissent dans des compagnies d'assurances privées et des fonds de pension d'entreprises. Quelques-unes des assurances ne sont plus à même de payer, à la fin de l'année, les intérêts de garantie de 3,25 pourcents sur les polices d'assurances-vie. Lors des faillites d'entreprises des Etats Unis, comme Enron et Worldcom, les fonds de pensions d'entreprises ont été largement réduits en poussière.

Des compagnies d'assurances et d'autres investisseurs institutionnels fuient de façon désordonnée le marché des actions, poussant ainsi les cours d'actions encore plus vers le bas.

Avec la chute des bourses, la situation financière de nombreux ménages privés s'est également détériorée. Pendant la période d'essor dans les bourses, le nombre de détenteurs d'actions privés et de souscripteurs de certificats d'investissements avait augmenté par à-coups. Ce sont précisément les souscripteurs tardifs et les acheteurs d'actions à crédit qui ont perdu alors une grande partie de leur fortune ou bien se sont endettés. Dans l'ensemble, l'anéantissement à grande échelle de biens en actions et en titres produit un «effet de patrimoine» négatif, donc dans la direction inverse. Les économistes s'attendent, dans les mois à venir, à des réductions considérables des dépenses de consommation des ménages. D'après une étude commandée par l'OECD/OCDE, la consommation se réduit, lors d'une chute des cours de dix pourcents à la bourse, de 0,45 à 0,75 % dans les Etats Unis, de 0,5 % en Grande Bretagne et de 0,2 % en Allemagne. Le taux plus bas du soi-disant «Cash-Burning» en Allemagne, en comparaison aux pays anglo-saxons, résulte du fait que, dans ce pays, seul un ménage sur quatre qui détient des actions, alors qu'aux Etats Unis ce sont plus de la moitié.

6.

Sous l'emprise des investisseurs institutionnels et des banques d'investissement, les groupes industriels deviennent plus sensibles aux crises.

Les groupes industriels transnationaux sont dominés aujourd'hui, pour la plupart, par les investisseurs institutionnels nationaux et internationaux. Pour eux, l'intérêt absolu de l'actionnaire passe au premier plan; on l'impose sans considération pour les salariés et les intérêts sociaux ou pour les conséquences écologiques et sociales. L'objectif est la maximalisation des valeurs des actionnaires (shareholder values), sous forme de hausse du cours des actions, de distribution d'actions et des droits de souscription. A l'aide du «benchmarking» (comparaison, au niveau mondial avec les meilleurs de la branche) les investisseurs institutionnels imposent un taux de rendement financier estimé, positionné par rapport aux valeurs de pointe mondiales. Les comités de direction et le management, stimulés eux aussi par le système d'actionnariat, répercutent la pression sur le personnel de l'entreprise. Par le recentrage sur le soi-disant cur d'activité, on veut arriver, aussi vite que possible, à une place en tête du classement mondial des entreprises de la branche en question. Les secteurs moins rentables au sein d'un groupe sont soldés, une subvention croisée n'est plus possible. Moyennant des prises de participation, des acquisitions et fusions, l'objectif est d'atteindre une position de maîtrise du marché dans une branche et, à la clé, la capacité de fixer des prix de monopole.

Tout cela rend les groupes industriels plus sensibles à la crise. Les monocultures, lors de crises structurelles, rendent une compensation des risques impossible. La «fusionite» incontrôlée dans la course à une position de monopole comporte un danger de surendettement, comme cela a été mis en lumière pour les groupes de télécommunication, mais aussi pour une partie de la branche de l'automobile. Ces groupes industriels deviennent totalement la proie du capital financier rémunéré. Le financement croissant des groupes industriels transnationaux par les marchés financiers les rend aussi plus dépendants des fluctuations de ces marchés. La dévalorisation de l'«action» comme monnaie de transaction dans la tendance baissière actuelle en est une manifestation

7.

Avec la mondialisation, l'interdépendance des espaces économiques au niveau du commerce et du capital a beaucoup augmenté. Dans ce monde économiquement soudé, les économies nationales avancent de plus en plus d'un pas structurellement cadencé. Le poids de l'économie des Etats-Unis

joue un rôle décisif: s'il se produit une forte récession aux États Unis, cela implique le déclenchement simultané d'une crise de l'économie mondiale, une crise du capitalisme mondial.

Les bourses mondiales oscillent de façon presque synchronique au rythme de Wall Street. Chaque krach là-bas déclenche une secousse sur les bourses européennes et asiatiques. Une étude de l'isw démontre une corrélation à un très haut degré des marchés des États Unis et de l'Union Européenne: le facteur de corrélation, dans les années 90, a augmenté de 0,4 % à 0,8 %. La forte dépendance des autres bourses mondiales résulte avant tout du poids de Wall Street où tous les principaux groupes industriels sont cotés. La capitalisation boursière conjuguée sur le NYSE (New York Stock Exchange) et le NASDAQ est plus élevée que la somme du capital en actions dans les autres bourses du monde.

L'interconnexion des marchés financiers a sa contrepartie dans sur le marché des produits. Le commerce mondial fluctue considérablement en fonction des importations des États-Unis, qui représentent environ un quart des importations mondiales totales. Ce sont surtout les exportations des régions de l'Amérique Latine, du reste de NAFTA et de l'Asie du sud-est qui dépendent fortement de la capacité d'absorption du marché des États-Unis. Mais le commerce extérieur entre l'Union Européenne et les États-Unis (et avec toute la zone du dollar) augmente également plus vite que le commerce extérieur à l'intérieur de l'Union Européenne. De façon générale, les États-Unis jouaient, dans les années 90, le rôle de locomotive pour la conjoncture mondiale. A l'inverse, le naufrage du supertanker États-Unis entraînerait l'économie mondiale dans le gouffre.

Plus importante encore que l'imbrication des échanges commerciaux, au niveau de l'économie mondiale en général et des États-Unis et de l'Union Européenne en particulier, c'est l'interpénétration des capitaux à l'intérieur des régions de la Triade. Alors que le PIB (produit intérieur brut) mondial a progressé de 25 pour cent de 1990 à 2000, les exportations mondiales augmentaient, dans la même période, de 85 %, les investissements, pour l'année 2000, ont sextuplé par rapport à 1990.

Dans la Triade, les régions économiques de l'Amérique du Nord et de l'Union Européenne sont dominantes. Elles ont réalisé, en 2000, presque les deux tiers de la performance économique mondiale et 87 % des investissements directs en découlant. L'interdépendance et l'interpénétration réciproque des (mouvements de) capitaux à l'intérieur de ces deux blocs a beaucoup augmenté dans les années 90, et a pris, dans une large mesure, le caractère d'une région économique transatlantique. Les États-Unis, en tant que plus gros investisseur individuel, ont placé, à peu près, un billion de Dollars (997) à l'étranger sous forme d'investissements directs, dont plus de la moitié (55 %) dans l'Union Européenne. En ce qui concerne les investissements directs de l'Union Européenne, soit un montant de 1,6 billions de Dollars pour la période de 1990 à 1998, les investissements directs (DI) internes et externes se contrebalançaient à peu près. De même, 55 % des investissements externes de l'Union Européenne ont été effectués aux États-Unis.

L'interconnexion croissante des deux régions économiques nord-atlantiques mène à des conséquences plus marquées sur le déroulement du cycle de la conjoncture et de la crise chez ces géants de l'économie mondiale que l'imbrication des échanges commerciaux ne le reflète.

Il y a 5 ans, les chiffres d'affaires des filiales des États-Unis en Allemagne, par exemple, dépassaient déjà les exportations des États-Unis vers l'Allemagne du quadruple. Dans le sens inverse, les chiffres d'affaires des filiales de groupes industriels transnationaux allemands aux États-Unis s'élevaient également au quadruple des exportations; pour les filiales britanniques aux États-Unis c'était même le quintuple des exportations britanniques aux États-Unis. Si aux États Unis, les chiffres d'affaires et les bénéfices de ces filiales s'écroulent en raison d'une baisse de la conjoncture, cela a des répercussion sur les bénéfices et les investissements au sein de la maison mère. Et vice versa. Des fluctuations conjoncturelles dans les différents pays ont un effet immédiat sur les groupes industriels transnationaux respectifs.

8.

A la différence de ce qui s'était produit lors de la crise économique mondiale en 1929, on n'a pas, dans les crises actuelles, à s'attendre à un retour des principales puissances économiques au protectionnisme. Le niveau d'internationalisation et d'interconnexion des mouvements de capitaux à l'échelon mondial devrait aujourd'hui vouer à l'échec toute tentative de verrouillage des marchés.

Dans chaque crise, les capitaux plus faibles sont les premières victimes dans les luttes de destruction et de dépossession. Cela a été et est démontré lors des crises dans les économies des pays nouvellement développés – Asie du sud-est 1997, Brésil 1998, Argentine 2000/01, Turquie 2000/01, Brésil 2002 – dont l’accession à la ligue mondiale du capital était financée surtout à crédit et qui, avec la contraction des marchés, n’avaient aucune chance contre la concurrence des multinationales.

Comme conséquence de la crise et avec le levier du F.M.I. (fonds monétaire international) et de la Banque mondiale, ces économies, – qui étaient, partiellement, encore protégés – étaient ouvertes et rendues accessibles à l’expansion du capital transnational. Dans le cadre des «programmes d’adaptation» décrétés par le F.M.I. aux pays sur le seuil de développement, les entreprises nationales et les secteurs de l’infrastructure devaient être privatisés et les groupes industriels transnationaux pouvaient les prendre en possession. Des groupes industriels nationaux endommagés devenaient le butin facile des G.I.T.

L’infiltration du monde par le capital transnational, à la suite des crises, prit un nouvel élan. Même la «forteresse Japon» ne se pouvait plus se rendre protégée, dans le cadre de la crise permanente japonaise des années 90, mais fut démantelée dans une large mesure. L’industrie japonaise de l’automobile, par exemple, aujourd’hui, se trouve, pour la plupart, dans les mains de multinationaux étrangers.

Même avec la récession mondiale, qui dure maintenant depuis un an et demi et le «double dip» (la double baisse) actuel, aucune mesure radicale de protectionnisme ne semble avoir été prise par les métropoles. Les escarmouches occasionnelles de la politique commerciale, comme par exemple lors de la querelle de l’acier et les «guerres» agraires ou bien paysannes ne peuvent leurrer. Les nombreux régimes spéciaux dérogatoires vis-à-vis de l’Union Européenne et du Japon firent de la «guerre de l’acier» une tirailerie avec des cartouches à blanc. A la différence de ce qui c’est passé lors de l’internationalisation purement commerciale de l’économie mondiale à la veille de la crise économique mondiale de 1929 à 1932, la mondialisation actuelle est basée surtout sur l’interconnexion des mouvements de capitaux. La mise en place, comme à l’époque, de droits de douane et de restrictions commerciales, seraient aujourd’hui, avec l’interpénétration mondiale des sociétés mères et des sociétés affiliées, relativement inefficace. Les réseaux au niveau du commerce, des capitaux et des finances, sont aujourd’hui si étroitement liés et enchevêtrés qu’aucun pays industriel, sous peine de menace économique existentielle, ne peut plus en sortir. En outre, les multinationales ont atteint un volume tel que le globe tout entier est indispensable comme champ d’action. Même les Etats-Unis, le pays avec le marché intérieur le plus étendu au monde, auraient aujourd’hui de grosses difficultés pour revenir à une position de «splendid isolation», à l’autarcie et au protectionnisme. L’économie mondiale s’enfoncerait dans le chaos, si les Etats Unis, par exemple, interrompaient les flots commerciaux et financiers de ou bien vers leur pays ou bien les transactions entre les multinationales des Etats-Unis et leurs 8.000 sociétés affiliées tout autour du globe. C’est pour cela que les Etats Unis aussi poursuivront leurs efforts pour faire des marchés nationaux un seul et unique marché mondial intégré et largement unitaire.

9.

La fonction de la crise est la destruction massive de capital et, à la suite, des surcapacités, et la reconstitution de l’équilibre entre les capacités de production et le pouvoir d’achat à un niveau plus bas.

L’anéantissement de capital le plus évident eut lieu à l’occasion de la récession dans le secteur de la Nouvelle Economie, qui commença en 2001. Les surcapacités ont été écrasées, des entreprises lucratives ou bien supposées telles, ont été raflées par de gros groupes industriels.

Des 9000 points du Némax 50 n’en restent aujourd’hui qu’un peu plus de 300; maintenant le «nouveau marché» est complètement enterré. Cependant le degré d’intensité capitaliste de ces entreprises «dotcom» et «e» et @ est faible, la destruction de capital, par conséquent, peu significatif au niveau de l’économie nationale.

Dans une large mesure, la cessation d’exploitation de capital a commencé dans le domaine de la haute technologie, surtout dans le secteur des Télécoms, où elle bat toujours son plein. En outre, et dans de nombreuses branches, il y a suppression de capital, à l’heure actuelle, à travers la non-exploitation des capacités de production et la suppression de ces capacités, c’est à dire par la non-production.

Dans tous les pays industriels capitalistes, on enregistre une augmentation des faillites qui, de plus en plus, – surtout aux Etats Unis – touchent plutôt des grandes entreprises et de gros groupes industriels. En Allemagne on note cette année, la plus grande vague de faillites de tous les temps. Des insolvabilités comme Holzmann, KirchMedia, Babcock et Fairchild Dornier, démontrent que même des groupes industriels de moyenne et grande taille ne sont pas épargnés. Et, avec chaque faillite, des centaines et des milliers d'emplois sont supprimés.

La suite du processus de fusion est inscrite dans et fait suite à la vague de faillites: les survivants absorberont les candidats à la faillite et les démonteront. Le cercle des entreprises deviendra plus petit, les géants en sortiront plus grands et plus puissants. Dans le secteur des Télécoms, par exemple, les soumissionnaires monopolistes de l'état ont été remplacés par des groupes privés de télécommunication.

10.

Dans le contexte du néolibéralisme, les possibilités pour l'Etat de mettre en place une politique conjoncturelle ont été amputées. Pour les politiciens néolibéraux de l'offre et leur clientèle, les propriétaires d'actifs monétaires, la stabilité de la monnaie est plus importante qu'un niveau d'emploi stable. Même à la perspective de la nouvelle plongée dans une récession (double dip), les gouvernements de l'Union Européenne s'accrochent au «pacte de stabilité».

Les instruments de conjoncture restants furent, en 2000/01, aux Etats Unis, vite épuisés: des réductions du taux d'intérêt de la Banque Centrale des Etats-Unis presque chaque mois, – treize, un nouveau record – et de cadeaux fiscaux importants de l'administration Bush. Ils continuaient certes à stimuler la consommation des citoyens américains et empêchèrent probablement la rupture des chaînes de crédit. Ils n'ont cependant attisé qu'un feu de paille éphémère. Pour un essor durable de conjoncture, surtout dans le secteur des investissements, les impulsions se révélaient trop faibles. La politique d'intérêt bas a même probablement contribué à la formation d'une autre bulle spéculative, à savoir dans le secteur immobilier.

L'administration Bush cherchait une sortie et une évaison réactionnaires du dilemme de la crise moyennant un keynésianisme d'armement et la guerre d'agression contre l'Iraq. Cela menait à un défizit de budget gigantesque. Il y a maintenant le danger que l'afflux de capital étranger pour le financement du double défizit – balance de rendement et budget de l'état – cesse et que le dollar sera beaucoup dévalué.

Les gouvernements de la zone Euro se sont liés les mains un peu plus, au niveau de la politique conjoncturelle avec leur «pacte de stabilité». Un programme (européen) d'emploi, peut-être à travers du «deficit spending», une politique conjoncturelle anticyclique, est hors de question en raison du dogme de la consolidation du budget. C'est le cours que poursuit aussi le gouvernement fédéral réélu. Au lieu de faire payer les riches, moyennant des droits de succession effectifs et la réintroduction de l'impôt sur la fortune, il met en place une politique d'économies au détriment des chômeurs et des bénéficiaires de l'assistance sociale et incluant des réductions supplémentaires d'investissements et des prestations de services publics. Brüning vous salue. Le chancelier du Reich (de 1930 à 1932) avait contribué, par sa politique brutale de décrets-lois et de déflation pro cyclique, à la crise économique de l'époque.

11.

Aujourd'hui, le retour du type de crise redouté, causé par la mondialisation, menace: la déflation, ce cercle infernal de réductions de salaires, de baisse des prix et d'une augmentation par à-coups du chômage des masses qui, en fin de compte, aboutira à la dépression.

La déflation, suivie de la dépression, était autrefois le cas classique d'une crise économique, qui, depuis 1825, au sein du capitalisme, se manifestait de manière cyclique, avec une régularité considérable. La dernière dépression – déjà alors au niveau mondial – fut la crise économique mondiale de 1929. A une première phase d'une crise de surproduction plus ou moins «normale» avait succédé le drame de la crise au sens propre, avec une chute des cours boursiers et la spirale vers le bas: déflation de la valeur du patrimoine, la demande sur

le marché intérieur en chute libre, des prix en baisse sur un large front, des réductions de salaires et des licenciements, des bénéfices et des investissements se tarissant. Les consommateurs et les entreprises tombent dans le piège des dettes, des faillites d'entreprises et, à la clé, des banqueroutes de banques, la poussée du chômage de masse, à l'époque de trois à six millions de personnes en Allemagne. L'état réagit à la baisse des revenus de l'état avec une politique d'économie rigide – la politique d'austérité de Brüning – et accélère ainsi la spirale vers le bas.

Depuis il n'y a plus eu de déflation. Les crises de l'époque d'après guerre étaient marquées par d'autres phénomènes: malgré la baisse du volume des ventes et la surproduction, les prix augmentaient bon train. Dans la crise de 1974/75 par exemple, les groupes industriels de l'automobile ont même augmenté leurs prix à plusieurs reprises – bien qu'il y avait des centaines de milliers de véhicules en stock. Les groupes industriels étaient à même, dans des marchés relativement fermés, de prévenir une baisse des bénéfices, qui «normalement» est liée à une baisse des ventes, avec des augmentations de prix. Un phénomène qui s'est fait un nom comme «stagflation» (stagnation plus inflation). Pendant que les bénéfices des petites et moyennes entreprises baissaient, 15 des 20 groupes industriels les plus importants enregistraient des augmentations de bénéfices considérables. Le capital monopoliste était en mesure de se décharger des coûts de l'anéantissement de capital de manière à ce que la crise ne devienne une crise de profit que pour le capital non-monopoliste.

Le danger que constitue une nouvelle résurgence de la déflation résulte de la mondialisation et des luttes de concurrence internationale des groupes industriels transnationaux qui lui est lié. A la différence des monopoles nationaux, les G.I.T. n'ont que peu de pouvoirs, à quelques rares exceptions, pour déterminer des prix. Pour améliorer leur «compétitivité internationale», ils exercent une pression permanente sur les coûts salariaux, ils exercent, dans une course de concurrentielle pour le lieu d'implantation un dumping de tous les standards. Quand le volume des ventes se décroît, cela comporte le danger de «course à la réduction des salaires». La mondialisation croissante des économies nationales et avec elle l'interconnexion, l'ouverture et la dérégulation des marchés des biens et des capitaux peuvent déboucher sur une situation où, à cause du renforcement de la concurrence internationale, de telles courses à la réduction des coûts peuvent aboutir à des guerres de prix. Les surcapacités que les entreprises ont développées dans les années précédentes et qui maintenant pèsent sur les prix pourraient déclencher la déflation. Dans les années passées, des tendances déflationnistes se sont manifestées de plus en plus dans la crise permanente du Japon. Elles sont également apparues dans les pays émergents, par exemple dans la crise des tigres de l'Asie sud orientale, avec une course à la dévaluation et, à la clé, la baisse des prix des produits d'exportation.

Comme contre-argument, on avance que les structures du capital et de la production actuelles sont différentes. En dépit de la mondialisation et de l'augmentation de la concurrence qui lui est liée, les groupes industriels transnationaux présentent une nouvelle qualité de concentration de pouvoir économique. Elle leur permet d'augmenter, pendant des périodes de crise, la pression sur les sous-traitants et les organismes de commercialisation et d'assurer ainsi leurs profits.

En outre, ils ont élevé leur élasticité de production de telle manière qu'ils arrivent à la zone de bénéfices avec un taux d'exploitation de charge des capacités de production à un niveau beaucoup moins élevé.

12.

Les crises agrandissent, à toute vitesse, l'inégalité sociale dans le monde. Elles approfondissent le fossé entre les métropoles capitalistes et la périphérie; elles aggravent les polarisations à l'intérieur des pays industrialisés. Les coûts sociaux et économiques s'élèvent d'un cycle de crise au prochain. Cette façon de gérer l'économie coûtera cher à la nature et à l'humanité.

Avec l'éclatement des bulles de spéculation et de bourses n'est anéanti aucun capital mais ce sont les valeurs de papiers qui « se consomment ». Il y a lieu une réadaptation des valeurs en capital inflationnistes aux valeurs réelles des entreprises. Ce sont les investisseurs tardifs et les petits investisseurs qui en sont pour leurs frais, qui, attirés par la période d'essor/boom aux bourses, qu'ils croyaient être éternelle, voulaient faire, eux aussi, l'Euro « facile ». Ils achetaient, à des cours élevés et à des cours maximum, et maintenant, ils font l'expérience que les cours d'actions peuvent être régressifs. Ce sont eux les véritables perdants de la spéculation en actions. Tenant compte du fait que les actionnaires et les possesseurs de fonds se sont redoublés en trois ans, seulement en Allemagne, ce ne sont

pas peu de personnes. Leur argent n'a pas disparu ou bien n'a pas été réduit à néant – il est tout simplement dans des poches de quelqu'un d'autre. En bonne règle, il se trouve sur le compte d'une banque, d'un fonds ou d'autres spéculateurs. Les chutes d'actions aboutissent toujours au résultat d'une redistribution de biens monétaires. Moyennant le shortselling (la vente à découvert), les spéculateurs des Hedge-fonds et leur clientèle, les multimillionnaires en biens monétaires, gagnent aussi, ou bien justement, lors des baisses. Le caractère parasitaire du système est poussé à l'extrême.

Or ce ne sont pas seulement les petits investisseurs qui, à l'occasion de crash et de crises, en supportent les coûts. Ceux qui règlent le compte ce sont aussi

- les contribuables d'impôts, qui payent les dizaines de milliards avec lesquels le F.M.I. (fonds monétaire international) aide les banques et le fonds internationaux à sortir des pays au seuil de l'industrialisation, lors de ses «opérations de sauvetage»;
- les payeurs d'impôts sous forme de déficits de recouvrements fiscaux, quand les banques amortissent leurs crédits *problématiques* et leurs «opérations d'assistance» pour le sauvetage des Hedge-fonds (fonds de sauvegarde LTCM) et d'autres investisseurs institutionnels;
- la population du Tiers monde qui doit saigner pour le service des dettes de leur état au capital financier international, avec une exploitation renforcée et, par la réduction des dépenses pour l'aide sociale, l'enseignement et la santé publique.
- les équipes des entreprises qui, doivent trembler pour leurs pensions d'entreprise, comme c'est le cas de ENRON, Worldcom, des fonds de pension de Siemens et de Daimler.
- les souscripteurs de fonds de pension et de polices d'assurance sur la vie, dont la prévoyance vieillesse est en danger.

Les crises en Asie du sud-est, en Amérique latine et dans d'autres pays au seuil de l'industrialisation rendent évident aussi le suivant: Un développement de rattrapage n'est pas possible sous les conditions de la mondialisation capitaliste. Ces états furent repoussés, à chaque coup, du seuil du club des pays industrialisés. La domination des groupements industriels transnationaux est mondiale et totale. Ce ne sont que des «îles de productivité» dans les pays de la périphérie qui peuvent s'élever de la mer de pauvreté et de misère et qui sont tissés dans la toile de mise à profit transnationale des G.I.T. Dans les cas contraires s'accroît «l'apartheid mondiale».

Mais aussi dans les pays industriels la polarisation entre les pauvres et les riches augmente plus rapidement avec chaque crash de bourse et avec chaque récession. Toujours plus de budgets privés et nationaux, mais aussi, toujours davantage, des groupes industriels productifs doivent s'endetter, deviennent la proie des capitalistes monétaires.

Lors d'un glissement dans une récession, mais aussi déjà lors d'une récession conjoncturelle avec un ralentissement d'accroissement, le nombre de chômeurs augmente encore. Ce fait ne peut pas être dissimulé par des emplois à temps partiel ou des corrections cosmétiques de la statistique de chômage. A cause du progrès de la productivité et de son appropriation unilatérale par les possesseurs des G.I.T. (investisseurs institutionnels), on a besoin de moins en moins de personnes pour la réalisation des valeurs de l'économie nationale. On prend aux êtres humains, dans des dimensions mondiales, leur dignité, leur créativité et la possibilité de réalisation leur propre personnalité.

13.

Quelles chances est-ce qu'il y en a, contre les G.I.T. et le capitalisme mondial, de défendre les intérêts vitaux des êtres humains, de poursuivre une politique économique qui serait dans l'intérêt des hommes et d'agir contre la machine de guerre de l'impérialisme?

a)

C'est une illusion que de compter sur des «voies spéciales nationales» contre le capital qui agit mondialement, si l'on croit que le grand capital «national» pourrait s'attaquer au capital mondial dominé par les Etats Unis. Les 100 G.I.T. les plus grands des Etats Unis, de l'Union européenne et du Japon réalisent plus que la moitié de leurs chiffres d'affaires à l'étranger; les Etats Unis, pour eux, sont le marché unitaire le plus grand et New York est,

pour la plupart d'entre eux, leur terrain financier le plus important. Le grand capital – G.I.T. et capital financier – n'est plus structuré au niveau national, mais au niveau mondial. Ainsi il n'est pas correct non plus de supposer une «structure européenne» du capital de l'Union européenne et une «voie spéciale européenne». La plus grande partie des exportations de marchandises et de capital des pays de l'Union européenne entre dans la zone du Dollar, comme c'est le cas, à l'inverse aussi, de plus en plus, pour les Etats Unis. Nous observons une intégration croissante du capital mondial, surtout du complexe USA/UE transatlantique, avec le centre de gravité «naturel» les Etats Unis, où on réalise un tiers du produit mondial. L'essai de se décrocher de la logique misanthrope du capitalisme mondial néo-libéral ne peut réussir que dans la lutte contre le secteur national respectif du capital mondial.

b)

Cette lutte s'appuie, en premier lieu, sur les travailleurs et les employés, qui sont, dans leur «lieu de stationnement national compétitif», les victimes de la politique néo-libérale, ainsi que sur un nombre croissant d'hommes qui ne veulent pas accepter, au-delà de leur propre situation précaire, les «coûts» mondiaux du néolibéralisme – faim, pauvreté, racisme, guerre. Partenaires d'alliance dans cette lutte pourraient être les «classes moyennes», c'est à dire ces indépendants et entrepreneurs qui dépendent largement des marchés nationaux et régionaux. La lutte des ces classes et de ces groupes doit se baser sur deux principes.

■ La marge réformatrice dans le système néo-libéral est extrêmement étroite. Au milieu de la mondialisation néo-libérale le dispute politique prend tout de suite une dimension de principe, puisqu'il s'agit tout de suite dans toutes ces questions de l'essentiel: traiter l'économie et la société comme masse à manuvrer pour une position optimale sur le marché mondial ou bien comme espace qu'on peut faire valoir pour les êtres humains qui y vivent et travaillent. Chaque revendication significative contre le système néo-libéral rencontrera la résistance résolue du grand capital néo-libéral qui domine l'économie et le gros des partis et des mass-médias. Par l'intermédiaire des partis établis, des universités, des médias etc, on ne pourra mener la lutte que sous certaines réserves; le mouvement contre le néolibéralisme doit développer ses propres formes d'organisation et de mobilisation et les mouvements réformateurs comme les syndicats doivent réviser à fond leur position dans le conflit social et la déterminer à nouveau. Cela n'est pas une question académique mais le résultat des luttes à venir.

■ L'engrenage mondial du capital mène à ce que la résistance dans un pays se heurtera tout de suite à la force de répression du capital mondial. Une « percée nationale » isolée, couronnée de succès à longue durée est, pour ces raisons, exclue. Il est tout de même juste d'essayer de profiter des marges nationales et régionales et de les élargir, en une association mondiale avec la résistance entre-temps devenue mondiale. Dans le sens comme l'a formulé l'organisation britannique «Globalise Resistance»: «Globalise Resistance – Regime Change begins at Home». Chaque progrès national améliore les conditions ailleurs et dépend, de son côté des progrès dans d'autres pays. Au Brésil, les activités des adversaires du néolibéralisme ont mené à la victoire électorale de Lula, un fait qui renforcera la résistance du continent entier contre les plans des Etats-Unis d'organiser un seul espace économique américain dominé par les Etats Unis. D'autre part, Lula ne pourra poursuivre une politique vraiment anti-néolibéraliste que dans la mesure où la résistance brésilienne aura une couverture internationale de l'arrière. Plus les sociétés nationales sont groupées, comme par exemple dans l'Union Européenne, au niveau supranational, plus est grande, naturellement, cette interdépendance du progrès national et international.

c)

Le caractère nécessairement fondamental et mondial de la résistance contre le néolibéralisme se montre, dans sa forme la plus évidente, dans la question de la guerre. L'exploitation mondiale par les G.I.T. et le capital financier exige, aujourd'hui, sans cesse le matraque militaire, dans la mesure où la complicité avec les élites locales dans le monde pauvre ne fonctionne plus. Les partenaires politiques du capital mondial ont perdu la plupart de leur crédit chez les populations de leurs propres pays ou bien se trouvent devant cette banqueroute politique. La prise sur les ressources, qui deviennent de plus en plus rares, prend un caractère militaire de plus en plus prononcé – sous forme de guerres, de protectorats etc. La nouvelle orientation du militaire vers des formations mondialement mobiles et à des systèmes d'armes adéquats, correspond à cette logique. Or, justement dans la question de la guerre, les marges nationales et régionales du mouvement de la paix sont relativement grandes mais aussi souvent diverses. Elles sont grandes parce que, pour la question de la

guerre et de la paix, la contradiction entre les projets pour la vie et les intérêts de personnes normales, et la stratégie infâme du capital mondial et de ses gouvernements, saute aux yeux très clairement. Les marges sont différemment grandes dans les différentes sociétés parce que l'intérêt des secteurs nationaux du capital mondial pour les actions bellicistes respectives peut être différemment grand, parce que les risques pour les nations peuvent être plus grands ou plus petits et l'attitude, historiquement formée, de la société envers la guerre en générale et à une guerre en particulier peut être différente. De ces marges diversifiées, les mouvements nationaux de résistance doivent profiter, sans perdre de vue l'essentiel – c'est à dire l'accord et la collectivité internationaux du combat pour la paix. Les critiques de la mondialisation néo-libérale doivent reconnaître que militarisation et guerre sont les formes politiques actuelles du capital mondial, que la lutte pour la paix est ainsi un conflit, littéralement à vie et à mort, avec ce capital mondial.

www.isw-muenchen.de